

# L'économie de la xénophobie

Par **MICHEL FEHER**  
Philosophe,  
président de  
l'association  
Cette France-là

Le réveil tardif des modérés de la droite ne doit pas faire illusion : même si le résultat des élections législatives semble leur ouvrir une petite fenêtre d'opportunité, on voit mal comment l'UMP pourrait fonder son projet de reconquête sur un programme dont l'attachement à la rigueur budgétaire et le combat contre l'assistanat seraient les seules composantes. Faut-il rappeler que la campagne de Nicolas Sarkozy, qui reprenait à son compte les priorités de Marine Le Pen, n'a guère empêché l'électorat conservateur de voter pour lui ? A-t-on oublié les enquêtes d'opinion qui signalent qu'une part considérable des sympathisants de l'ancienne majorité souhaite la formation d'une alliance avec le Front national ? N'est-ce pas pour hâter une pareille recomposition de la droite que tant d'électeurs frontistes refusent de reporter leurs voix sur les candidats d'un parti dont les instances dirigeantes rechignent encore à la formaliser ? Bref, en dépit des remords exprimés par les nostalgiques de la droite d'avant Sarkozy, il est à craindre qu'en cas de désaveu d'une présidence « normale » insuffisamment audacieuse, l'alternance à venir permette à une coalition bleue-brune de s'imposer.

Comment en est-on arrivé là ? Toutes

les études sérieuses démontrent pourtant que l'immigration ne joue aucun rôle dans les problèmes économiques et sociaux qui affectent la France : en moyenne, les étrangers présents sur le territoire contribuent davantage qu'ils ne coûtent aux finances publiques et ne font pas plus croître le chômage que baisser le niveau des salaires. Est-ce à dire que, faute de se voir offrir un autre remède contre la précarité et le creusement des inégalités, près de la moitié des Français se sont laissés convaincre qu'un contrôle plus strict des flux migratoires était de nature à améliorer leur sort ? Sans doute. Mais encore faut-il s'interroger sur la disposition de tant d'hommes et de femmes à entériner la xénophobie venue d'en haut.

A cette fin, il importe de rappeler que, depuis trente ans, les dirigeants des pays développés se sont ingénies à offrir les meilleures conditions d'accueil aux prêteurs et à faciliter l'accessibilité de l'emprunt au reste de la population. Après avoir levé les entraves à la circulation internationale des capitaux, ils ont d'abord cherché à les attirer chez eux en répondant aux vœux des institutions mandatées pour réaliser un retour sur investissement très supérieur au taux d'expansion de l'activité économique. Afin d'être compétitives aux yeux des investisseurs, les démocraties occidentales ont donc rivalisé dans la

conjonction de l'inflation, la flexibilisation du marché du travail et l'allègement de la fiscalité du capital. Ensuite, une fois confrontés aux dommages causés par leur politique, les gouvernements en quête de compétitivité ont non seulement compensé la diminution de leurs ressources en empruntant sur les marchés financiers, mais surtout encouragé leurs administrés à s'endetter à leur tour – afin d'acheter leur domicile, de disposer de certains biens mobiliers durables ou même d'assurer leur consommation quotidienne. Incapable de garantir la progression salariale, la sécurité de l'emploi, la pro-

**Il est plus commode de rapporter la précarité et la faible rémunération du travail à l'afflux de main-d'œuvre étrangère que de reconnaître qu'elles sont la contrepartie des rendements élevés que font miroiter les marchés financiers ?**

tection sociale et les services publics qui caractérisaient la société dite de bien-être, le régime issu de la libéralisation des transactions financières est néanmoins parvenu à fédérer une part importante de la population en lui promettant de préserver la rentabilité de son épargne et de favoriser son accès à la propriété. Ce double engagement a en effet emporté l'adhésion d'une foule de petits épargnants, ainsi que de tous ceux qui ont fait de l'acquisition d'une maison individuelle la preuve tangible de leur appartenance à la classe moyenne. Bien plus, à mesure que l'empire du rendement financier et la substitution de l'emprunt à l'impôt ont étouffé les espoirs naguère fondés sur la croissance des revenus du travail et une répartition plus équitable des richesses, la peur du déclassement a incité un nombre croissant de foyers à miser leur avenir sur la transmission de leur patrimoine.

Un tel pari expose sans doute les ménages modestes à de redoutables dilemmes. D'une part, confier ses économies aux marchés financiers revient à s'accommoder de leur préférence pour le travail peu onéreux et les investissements rentables à court terme : la valorisation de l'argent placé ne s'obtient par conséquent qu'au détriment du pouvoir d'achat et des opportunités léguées à la génération suivante. D'autre part, vouloir accéder à la propriété lorsque, pour y parvenir, il faut à la fois s'éloigner des centres-villes et s'endetter lourdement conduit respectivement à s'établir dans des lieux désertés par les services publics et à s'opposer aux politiques budgétaires susceptibles de les y ramener : peu enclins à vouloir ajouter des impôts aux traites, des emprunteurs angoissés par le remboursement d'un emprunt hypothécaire tendent en outre à redouter que leurs créanciers répercutent une hausse des prélèvements obligatoires sur les taux d'intérêts.

C'est donc parce que la stigmatisation de l'immigration lui permet d'occulter que la sauvegarde des rentes contribue au délabrement social qu'elle déplore qu'une fraction aussi importante de la population se montre réceptive aux discours xénophobes. Pour se dédouaner des conséquences funestes de l'adhésion au rêve néolibéral d'une société de propriétaires, il suffit en effet d'imputer la détérioration de ses conditions d'existence à l'accapement des ressources raréfiées par les immigrés. N'est-il pas plus commode de rapporter la précarité et la faible rémunération du travail à l'afflux de main-d'œuvre étrangère que de reconnaître qu'elles sont la contrepartie des rendements élevés et des prêts avantageux que font miroiter les marchés financiers ? N'est-il pas plus satisfaisant d'attribuer la pénurie

des services publics dans les zones périurbaines à une préférence de l'Etat pour les banlieues où vivent les migrants que d'assumer sa relation avec la décision d'indexer l'ascension sociale sur l'acquisition d'un pavillon éloigné des quartiers pluriculturels ? A défaut de reposer sur des faits avérés, l'invocation des maux dont l'immigration serait la cause présente l'immense avantage d'offrir une résolution imaginaire aux contradictions réelles entre des choix de vie difficilement réversibles et une aspiration à davantage de protection et de solidarité. Aussi peut-on prédire que, loin de se réduire à un écart de conduite momentané, la xénophobie sans fard exhibée par Sarkozy au cours de la campagne présidentielle va durablement cimenter le peuple de droite et ses représentants.

Reste alors à se demander comment la gauche de gouvernement réagira à cette évolution. Osera-t-elle priver la phobie migratoire de sa raison d'être en sacrifiant l'attrait des placements immédiatement rentables et de l'accès à la propriété aux projets de soustraire l'épargne populaire aux marchés financiers et de réhabiliter le logement social ? Sera-t-elle plutôt tentée de ménager les craintes des épargnants et des propriétaires qui forment une proportion conséquente de son électorat, quitte à les conforter dans la conviction que l'immigration contribue à leurs difficultés ? Si la première option est indéniablement risquée, dans la mesure où l'attachement aux rentes ne concerne pas que les plus fortunés, la seconde privera la gauche de sa dignité sans pour autant lui épargner la déroute, tant il est vrai que l'accréditation d'un problème factice ne bénéficie qu'à ceux qui se proposent de lui apporter une solution radicale.

**Derniers ouvrages parus :** « Xénophobie d'en haut. Le choix d'une droite éhontée » et « Sans-papiers et préfets. La culture du résultat en portraits », ed. La Découverte.

## L'ŒIL DE WILLEM

